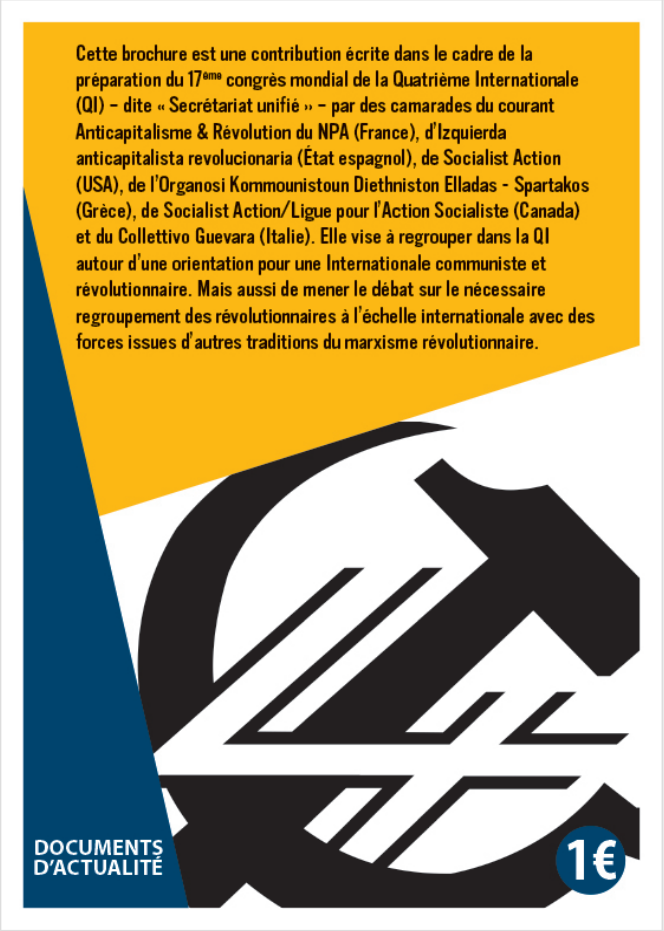
Amendements au texte des groupes de la gauche de la "Quatrième Internationale" (ex-"Secrétariat Unifié") proposés par les membres de la Tendance CLAIRE

Les amendements au texte de la gauche de la QI (ex SU) sont suivis en annexe d'une lettre de l'équipe d'animation de la TC à celle d'A&R suite à leur refus de la participation de nos camarades à la conférence des groupes de gauche de la QI



Amendements au texte des groupes de la gauche de la « Quatrième Internationale » (ex-« Secrétariat Unifié ») proposés par les membres de la Tendance CLAIRE qui participent à cette organisation

(Ces amendements sont en GRAS dans le texte)

Nous camarades membres des directions de différentes sections de la QI soumettons le texte suivant, alternatif aux documents proposés par la majorité du CI, au vote de tous les congrès nationaux préparatoires au prochain congrès mondial.

Nous voulons construire cette alternative avec tous les camarades de la QI dont les vues sont similaires à celles exprimées collectivement dans le document ci-après que nous avons soumis au CI de février 2017. Nous voulons aussi discuter avec celles et ceux qui partagent nos préoccupations sur le futur de notre Internationale même s'ils

ne partagent pas nos formulations. C'est pourquoi nous appelons à une conférence à Paris les 11 et 12 novembre prochains, où toutes et tous les camarades dans la QI partageant pour l'essentiel le point de vue exprimé dans ce texte sont invitées à travailler à travailler sur la base de ce texte à une plateforme alternative. Nous invitons tous les camarades à nous contacter dans cet objectif.

Dans les circonstances historiques actuelles, le prochain congrès mondial doit être un réel débat politique impliquant tous les membres et les sections de la QI. C'est pourquoi tous les documents doivent être discutés dans les congrès nationaux, soumis au vote et représentés proportionnellement parmi les délégués au congrès mondial, et le Bureau de la QI devrait veiller à ce que cela soit le cas.

Saisir les occasions, construire une internationale pour la révolution et le communisme

I- **L'état de la QI aujourd'hui**

A- La politique des « partis larges » : un bilan catastrophique

La direction de la QI a remplacé l'objectif stratégique de construction de partis révolutionnaires par celui de

« partis larges ». Un siècle après la révolution russe, le principe « pas de révolution sans parti révolutionnaire

» est-il dépassé ? Nous ne le pensons pas. La direction de la QI s'est explicitement donné comme objectif

depuis ses derniers congrès de construire des partis « larges », sans délimitations programmatiques et stratégiques claires. Quels ont été les résultats de cette politique ?

Dans la période récente, les échecs ont été cinglants. Dans l'État espagnol, Anticapitalistas se prépare à former une majorité commune avec Pablo Iglesias, s'adaptant ainsi à une direction bureaucratique qui se donne explicitement comme but de gouverner dans le cadre des institutions capitalistes. À force de chercher à gagner de l'influence électorale ou médiatique, on en vient ainsi à sacrifier notre objectif de renversement du système capitaliste.

L'expérience de Syriza, lui aussi un temps présenté comme modèle à tel point que la section grecque qui a refusé de le soutenir a même été accusée au CI d'être contre-révolutionnaire, a constitué une catastrophe : ce qui était présenté comme un parti et un gouvernement « anti-austérité » s'est révélé une machine de guerre contre les travailleurs et contre les peuples. Syriza est en train de conduire depuis plusieurs années une des pires offensives qu'on ait connu depuis des décennies contre la classe ouvrière et la jeunesse.

Mais ce ne sont que les deux derniers exemples d'une série de catastrophes, dont aucun bilan n'a été tiré. La liste est longue : au Brésil avec la participation au gouvernement Lula, en Italie où les camarades avaient soutenu au parlement la formation du gouvernement Prodi et avaient voté les crédits de guerre, au Portugal avec le soutien récent au gouvernement PS… Les points communs à ces échecs sont l'appui à des forces politiques ou des gouvernements qui se placent dans le cadre de la gestion du capitalisme et la dislocation des sections de la QI.

C'est bien la politique de construction de « partis larges » au lieu de partis révolutionnaires qui a conduit à la dissolution de nos forces dans des coalitions réformistes. En effet, pourquoi construire un courant révolutionnaire s'il n'y a pas de programme communiste révolutionnaire à défendre ici et maintenant ? La situation est aujourd'hui alarmante : nous avons assisté au fil des années à la disparition, à la dissolution ou à l'adaptation de sections à un rythme accéléré. La question de notre capacité à défendre le principe d'indépendance de classe, la capacité de notre classe sociale à agir indépendamment de la bourgeoisie et de son État est posée quand un appui est donné à un politicien lié à un parti bourgeois comme Bernie Sanders, ou à une personnalité étrangère au mouvement ouvrier comme Pablo Iglesias.

Les communistes révolutionnaires ont raison dans certains cas de militer au sein d'une organisation plus large, centriste ou réformiste. Mais ce choix tactique ne doit pas empêcher de maintenir et construire l'organisation révolutionnaire (sous forme de tendance ou fraction). Cette politique, qui défend les mêmes idées dans un parti large, est différente de la politique qui consiste à rabaisser notre programme pour le faire rentrer dans les limites du « parti large ». Or nous constatons que la direction de la QI émet peu de critiques sur les partis larges auxquels elle participe. Et dans le cas du NPA, le choix d'accueillir largement dans une organisation sur la base plus large de l'anticapitalisme ne peut être critiqué en lui-même, mais la direction de la QI n'a pas cherché à maintenir de courant pour mettre en débat les idées révolutionnaires, et s'est presque opposée à ce que ces débats aient lieu.

B- « Nouvelle situation, nouveau programme… » ou actualité de la révolution et d'un programme communiste révolutionnaire ?

Pourquoi la direction de la QI persévère-t-elle depuis des années dans cette politique malgré la succession d'échecs ? Elle a implicitement renoncé à l'actualité de la révolution : celle-ci est devenue un horizon éloigné. Pour elle, le rapport de forces est tellement dégradé que les tâches de l'heure consistent à reconstruire une conscience de classe élémentaire, à partir des luttes des opprimés en réaction à l'offensive de la classe adverse. Nul besoin de boussole révolutionnaire, nul besoin de bataille organisée pour un programme de transition, et pour un programme communiste. Il suffit de regrouper toutes celles et tous ceux prêts à résister, réformistes comme révolutionnaires, pour être en mesure d'accumuler lentement de l'expérience et des forces en attendant des jours meilleurs. Et pour ce faire, l'outil adapté, c'est justement

le « parti large ».

C'est la justification pour s'allier partout à des forces sociales qui ne sont mêmes pas réformistes dans le sens classique du terme. Des forces sans aucune base programmatique communiste et sans base sociale dans la classe ouvrière.

Pourtant, l'actualité et la nécessité d'un programme révolutionnaire a été démontrée par les processus révolutionnaires au Sud de la Méditerranée et par la situation grecque : la radicalisation de l'affrontement de classe demande des réponses révolutionnaires. N'était-il pas indispensable de défendre l'abolition de la dette, ***SUPPRIMER la réquisition*** **REMPLACER PAR l'expropriation et la nationalisation** des banques et des secteurs clés de l'économie sous contrôle des travailleurs ? Ces mots d'ordre ne sont pas réservés aux livres d'histoire sur la révolution russe. La direction de la QI n'a pas soutenu sa section grecque qui a tenté avec ses forces de mener une telle politique révolutionnaire. Cela impliquait évidemment une bataille politique contre la direction de Syriza. C'est précisément cette bataille qui n'a pas été menée : au nom de la nécessité d'un « nouveau programme » et de « nouveaux partis » adaptés à la « nouvelle situation », la direction de la QI a au contraire appuyé jusqu'à la 25ème heure Tsipras. En Août 2015, soit après l'accord entre Syriza et la Troïka pour l'application du memorandum, le Bureau de la QI écrivait « *La plateforme de Gauche de Syriza va se battre dans les prochaines semaines pour que la Troïka ne recueille pas une nouvelle victoire en réussissant à faire voler en éclat ce parti et son expérience accumulée.* » L'exemple de la Grèce est extrêmement parlant sur l'impossibilité du réformisme dans les périodes de crise du capitalisme. Le gouvernement dirigé par Syriza s'est non seulement avéré être l'un des gouvernements bourgeois les plus durs, mais Syriza lui-même a aussi presque complètement changé en tout juste un an, plus ou moins, passant du réformisme de gauche à la social-démocratie bourgeoise. La formation du gouvernement avec le parti nationaliste bourgeois ANEL (ce qui n'a jamais été contesté par ceux qui plus tard ont fondé le parti Unité populaire, le parti que la direction de la QI soutient actuellement en Grèce), l'intégration dans le gouvernement de nombreux membres du personnel politique et administratif des deux grands partis bourgeois, la ND et le PASOK, et surtout la rupture avec la grande majorité de sa base militante y compris dans la jeunesse, ont irréversiblement modifié la nature du parti Syriza. C'est un destin que partagent tous les partis réformistes qui veulent gérer la crise dans le cadre du capitalisme, quelles que soient les intentions de leurs directions. C'est une conclusion à laquelle la direction de la QI n'est jamais parvenue, parlant plutôt d'une « capitulation » inexpliquée de Tsipras, dépourvue de tout contenu de classe. La conséquence pratique, c'est sa promptitude à répéter les mêmes erreurs. Elle continue de s'allier et de s'adapter à la politique d'Iglesias aujourd'hui par l'intermédiaire de la majorité de la section espagnole.

C- Une carence militante et un grave problème démocratique

Les réunions du CI de la QI sont aujourd'hui réduites à des débats d'analyse sans

conséquence dans la pratique. Les débats se succèdent sans que soient définies des campagnes coordonnées à l'échelle internationale. Pourtant, aux quatre coins du globe nous avons des camarades qui mènent des luttes qui s'affrontent concrètement au capitalisme. Les discussions de fond doivent être nourries par l'action : les bilans d'activités des sections devraient nourrir la discussion, et la confrontation des idées devraient aboutir à la définition de tâches communes. Sans objectifs communs à l'échelle internationale et sans entraide politique et matérielle, il est impossible de se construire au-delà d'une certainavoir une sorte d'accord de principee échelle dans chacun de nos pays (?). Mais surtout, notre internationale doit être plus qu'un club d'échanges théoriques. Elle doit être un outil pour l'action révolutionnaire. Se poser ensemble les problèmes politiques de la lutte de classes à l'échelle internationale et réfléchir ensemble aux problèmes que nous posons dans chacun de nos pays pour tenter de les résoudre ensemble, voilà à quoi devrait servir un « parti mondial ». La construction d'un tel parti international, avancer dans cette direction, est une tâche pour aujourd'hui.

L'exclusion récente par la majorité de la section de l'État espagnol de la minorité d'Anticapitalistas qui pesait 20 % à son dernier congrès et qui a formé aujourd'hui IZAR, révèle un grave problème démocratique. C'est le refus d'accepter la critique de l'orientation majoritaire de la QI. Plus grave, le refus de donner aux camarades la possibilité de s'exprimer devant le CI sous prétexte d'un veto de la section est contraire à tous nos principes de démocratie ouvrière : la possibilité de se défendre au moment d'une exclusion existe pourtant dans toute une série d'organisations réformistes… mais elle n'a pas existé dans la QI pour les camarades d'IZAR. Il a donc été acté que la majorité d'une section pouvait exclure comme bon lui semblait sa minorité… sans la moindre chance de recours. Heureusement que la majorité des camarades de la section française qui sont membres du NPA n'ont pas cette vision autoritaire des divergences politiques et n'ont

donc pas agi de la sorte avec leur minorité [(1)] ! Nos camarades de Socialist Action Canada ont été et sont

toujours à l'heure actuelle victimes de la même exclusive. Il y a bien évidemment une logique politique à l'œuvre derrière ces exclusions : les règles démocratiques de base sont mises de côté quand il s'agit de camarades qui sont en désaccord, sur la gauche, avec la politique de la direction. Celle-ci favorise alors le travail avec des groupes extérieurs à la QI, et exerce une pression sur la section pour l'isoler, comme en Grèce. La direction de la QI présente souvent notre organisation internationale comme la tendance internationale « la plus démocratique ». Les déclarations d'intentions sont bien loin des faits concrets. En effet, face à des situations de scissions pour désaccords politiques, l'IST dans l'État espagnol [(2)] et la LIT au Brésil [(3)] se sont montrés plus ouverts, en maintenant dans les deux cas des relations avec les différents groupes issus des scissions.

Nous ne pouvons plus esquiver les bilans de la politique défendue par la majorité du

dernier congrès mondial de la QI en 2010. Le prochain CI doit effectivement acter le lancement et la date du prochain congrès mondial qui doit se tenir en 2018.

II-Une situation où existent des occasions de renforcement pour les révolutionnaires et les idées communistes

Nous ne partageons pas l'appréciation de la situation que fait la direction de la QI. Si elle est effectivement marquée par une offensive de plus en plus violente de la bourgeoisie, elle est néanmoins contradictoire et recèle des possibilités pour les communistes révolutionnaires de faire entendre leurs idées et de se renforcer.

A- La baisse tendancielle du taux de profit : racine de la crise

Tous les programmes des réformistes et des anti-libéraux qui promettent de sortir de la crise sans sortir du capitalisme sont mensongers ou illusoires : une politique de relance keynésienne par les hausses de salaires et des investissements publics ne feraient qu'aggraver la crise en diminuant le taux de profit et en conduisant donc à la fuite des capitaux. Seul un gouvernement des travailleurs/se-s, s'appuyant sur la mobilisation et la participation active des masses auto-organisées, pourrait prendre les mesures nécessaires pour satisfaire les revendications, dans la mesure même où il pourrait exproprier les capitalistes et commencer la transition économique vers un mode de production communiste. Aujourd'hui, ce n'est pas une question de choix : le problème fondamental des capitalistes reste la baisse tendancielle du taux de profit. La crise écologique se conjugue avec la crise économique et le capitalisme est ainsi dans une situation de crise prolongée dont il ne sortira pas spontanément. pour restaurer le taux de profit, les capitalistes se voient obligés de bouleverser leur mode de domination, en infligeant une défaite historique à la classe ouvrière. C'est le sens de l'offensive capitaliste actuelle. Les tensions inter-impérialistes augmentent et les interventions militaires se multiplient. Le nombre de réfugiés explose, le racisme et la xénophobie sont ouvertement encouragés par les gouvernements de toutes les grandes puissances. La barbarie n'est pas une possibilité prévisible pour le futur, c'est la réalité pour la majeure partie de l'humanité.

B- Directions traditionnelles et « nouveaux réformismes » : adaptation à l'offensive capitaliste actuelle

Loin de combattre l'offensive capitaliste, les directions traditionnelles du mouvement ouvrier s'y adaptent. La social-démocratie est totalement intégrée à l'appareil d'État et les directions issues du stalinisme accompagnent les politiques des bourgeoisies nationales.

Ce recul massif de la social-démocratie et des formations de type Labor Party ne se limite pas à l'Europe. Il est mondial. Au Canada, par exemple, nous avons vu la direction du New Democratic Party (NDP), liée aux syndicats, promettre un « budget

équilibré » quelles que soient les circonstances, lors de la campagne menant aux élections fédérales d'octobre 2015. Mettre en œuvre cette politique empêcherait un gouvernement NDP de retirer la plupart des sévères mesures d'austérité introduites par le gouvernement précédent du Conservative Party, mené par Stephen Harper. Le forfait politique du NDP et la position de « vote utile » d'une grande partie de la bureaucratie syndicale, a canalisé le mécontentement massif de la classe ouvrière contre l'austérité pour aboutir à une victoire du Liberal Party de Justin Trudeau, qui a brièvement fait mine de passer sur la gauche du NDP.

Quant aux courants dits « populistes » en Amérique du Sud, ils ont démontré leur incapacité à changer sur le fond la situation, ils refusent toute rupture franche avec l'impérialisme et le capital.

Les prétendus « nouveaux réformismes » sont un symptôme de politisation, un reflet de l'augmentation des luttes **en même temps qu'un obstacle à leur développement, comme on l'a vu en Grèce, dans l'État espagnol ou en France**. Mais la politique de Syriza au pouvoir montre à quel point ces forces se sont adaptées au capitalisme en crise en un temps record et sont prêtes elles-mêmes à mettre en œuvre les plans de la bourgeoisie, sans avoir pour autant l'ancrage ouvrier de masse qu'avaient pu acquérir les « anciens » réformistes.

Les courants anarchistes ou autonomes parviennent à capter une partie de la révolte de la jeunesse. Nous devons mener une politique en direction de ces courants, avec parfois des possibilités d'accords tactiques avec certains d'entre eux. Mais nous ne devons pas leur laisser le terrain de la radicalité, tout en expliquant en quoi leur politique est une impasse.

C- Instabilité chronique du système, résistances de masse et politisation

Le rapport de forces nous est bien sûr très défavorable. Mais des résistances de masse agitent tous les continents. La crise du système nourrit une instabilité politique ***SUPPRIMER : chronique***, **même si pour le moment la bourgeoisie trouve partout les moyens d'y faire face.**

La violence de l'offensive capitaliste nourrit évidemment des phénomènes de régression sociale et politique. La gauche traditionnelle, lorsqu'elle parvient au gouvernement, mène l'offensive capitaliste et ouvre ainsi un espace à l'extrême droite. Mais c'est loin d'être le sentiment majoritaire dans la classe ouvrière. Dans la base électorale de ces courants d'extrême droite, on trouve néanmoins un nombre significatif de travailleurs, qui ont été les premières victimes du capitalisme. Une riposte sérieuse de la classe ouvrière qui remporterait de victoires significatives pourrait reconquérir nombre de ceux qui ont été momentanément captés par la démagogie de l'extrême droite.

L'effet de l'offensive dans le cadre de la crise n'est pas unilatéral. Elle suscite

également des résistances massives, **quoique ponctuelles et généralement minoritaires**, et une nouvelle politisation. Cette dynamique de polarisation est bien représentée par l'élection de Trump : s'il symbolise la politique de plus en plus réactionnaire des classes dirigeantes, il a été élu dans une situation où les mobilisations sont en augmentation et où l'intérêt pour les idées socialistes sont au plus haut depuis des décennies dans la principale puissance mondiale. De même, à l'échelle internationale, les possibilités d'explosion sociale et de luttes collectives ***SUPPRIMER augmentent*** **REMPLACER PAR restent à l'ordre du jour.**

Il y a chez des franges significatives de la classe ouvrière et de la jeunesse une perception **plus ou moins confuse** que ce système est pourri et nous mène à la faillite. La plupart du temps, les masses en lutte savent ce qu'elles ne veulent plus et éprouvent un profond dégoût pour le système capitaliste, **mais sans forcément saisir la nature réelle de celui-ci et surtout** sans avoir d'idée de quoi mettre à la place ni comment. Mais nous n'assistons pas seulement à des luttes en réponse mécanique aux attaques. Nous assistons aussi à des processus d'accumulation d'expériences, de politisation, de regroupement et d'organisation. Les mobilisations nationales massives contre la remise en cause du code du travail en France, la lutte des travailleurs à bas salaires pour le droit à former des syndicats et un salaire minimum de 15 $ et la montée de *Black Lives Matter* aux États-Unis, les mobilisations étudiantes sans précédent au Québec, les grèves massives des travailleurs en Asie, particulièrement en Chine et en Inde… mais également l'intérêt renouvelé pour le socialisme illustré par la double victoire de Jeremy Corbyn à la direction du Labour Party britannique, ainsi que le regain d'intérêt pour les idées socialistes aux États-Unis indiquent que les éléments d'une prise de conscience anticapitaliste sont présents. C'est un processus très inégal et limité. Ce sont principalement des courants hostiles au socialisme qui sont nourris par le profond mécontentement. L'audience électorale du FIT en Argentine, ou les recompositions dans le mouvement syndical en Afrique du Sud, malgré les limites de ces deux expériences, mais surtout le regain d'intérêt pour le « socialisme » aux États-Unis indiquent cependant que les idées anticapitalistes peuvent acquérir une audience ***SUPPRIMER : de masse*** **REMPLACER PAR plus massive que cela n'a été le cas jusqu'à présent.**

III- La classe ouvrière joue toujours un rôle central

Une vision largement partagée dans les milieux militants contribue à nourrir le scepticisme sur l'actualité de la révolution : l'offensive néo-libérale aurait tellement précarisé et affaibli la classe ouvrière qu'elle ne jouerait plus de rôle central. En réalité, la classe ouvrière est globalement aujourd'hui plus nombreuse que jamais : rien qu'en Corée du Sud aujourd'hui il y a plus de travailleur/se-s salarié-e-s que dans le monde entier à l'époque de Marx. La classe ouvrière qui de notre point de vue est composée des travailleur/se-s salarié-e-s n'exerçant pas un pouvoir hiérarchique, constitue aujourd'hui entre 80 et 90 % de la population dans les pays les plus industrialisés et presque la moitié de la population mondiale. Globalement, le nombre de travailleur/se-s industriels est passé de 490 millions dans le monde en 1991 à 715

millions en 2012 (chiffres de l'Organisation internationale du travail). Le rythme de croissance de l'industrie a même été supérieur à celui des services entre 2004 et 2012 ! Ce n'est pas le secteur industriel qui a baissé mais le secteur agricole, en passant de 44 à 32 % de la force de travail globale. Il est vrai que la classe ouvrière industrielle a régressé numériquement dans les anciennes puissances capitalistes. Mais son rôle dans la lutte de classe est très loin d'être secondaire, comme l'ont prouvé par exemple les cheminot-e-s et les raffineries en France dans les grèves de masse de 2010 et 2016. Et la prolétarisation des services a créé de nouveaux secteurs salariés dans les anciennes métropoles capitalistes qui ont récemment prouvé leur combativité comme dans le nettoyage (comme par exemple les grèves historiques aux Pays-Bas en 2010 et 2012), ou dans la grande distribution et les fast-food avec le mouvement *Fight for 15* aux États-Unis.

Il n'est pas vrai que le développement de la précarité a rendu la classe ouvrière incapable de mener des luttes significatives et de jouer un rôle révolutionnaire. Dans le passé, une condition prolétarienne bien plus précaire qu'aujourd'hui et l'absence de grande industrie n'avaient pas empêché les ouvrier-e-s parisien-ne-s de prendre le pouvoir lors de la Commune... et aujourd'hui, les travailleur/se-s trouvent le chemin des mobilisations malgré les obstacles créés par l'offensive capitaliste : la plus grande grève en France depuis plusieurs décennies, en termes numérique et de durée, a été la grève des travailleurs sans-papiers de 2009-2010, qui a impliqué 6000 grévistes, dont 1500 dans l'intérim, organisés en comité de grève, sur dix mois. La grève générale en Guadeloupe en 2009 a montré la capacité des travailleur/se-s de fédérer les opprimés et de menacer le pouvoir. En opérant un redéploiement international de l'industrie, la mondialisation capitaliste a créé de nouvelles classes ouvrières dans les pays du Sud, dont les mobilisations récentes ont montré le potentiel : la vague de grèves que connaît la Chine depuis 2010, les grèves massives de Bursa en Turquie en 2015, la formation de syndicats de masse combatifs en Indonésie, le rôle du mouvement syndical et des grèves de masse dans la démission de la Première ministre en Corée du Sud fin 2016...

Ces luttes se déroulent pour l'essentiel à l'encontre des directions syndicales. Pour que ces luttes débouchent sur une remise en cause du système, il est nécessaire de reconstruire une direction ouvrière lutte de classe à l'échelle internationale. Construire cette aile lutte de classe du mouvement ouvrier, ***SUPPIMER : indépendante des*** **REMPLACER PAR en opposition aux** directions syndicales, capable en particulier de susciter la construction d'organes d'auto-organisation, de comités de grève, **capable également d'élaborations, d'initiatives et d'apparitions propres**, est une tâche centrale pour une internationale révolutionnaire. **Il ne s'agit pas d'un raccourci dans la construction de partis révolutionnaires mais de cadres de front uniques contre l'intégration croissante des syndicats à la gestion du capitalisme.** Des différenciations ou des ruptures au sein du mouvement ouvrier indiquent que de nouvelles possibilités s'ouvrent : processus de création d'une nouvelle confédération syndicale en rupture avec l'ANC en Afrique du Sud, différenciations au sein de la CGT en France et ***SUPPRIMER : discussions en vue de la formation***

d'un « pôle ouvrier » lutte de classes **REMPLACER : constitution d'un Front Social rassemblant les secteurs les plus combatifs du syndicalisme de lutte** suite au mouvement sur la loi Travail...

Si on tient compte de toutes ces évolutions, la classe ouvrière mondiale n'a jamais eu un rôle potentiellement aussi puissant. Tous les secteurs de la classe ouvrière n'ont pas le même poids objectif dans l'appareil de production et ne sont pas en capacité de jouer le même rôle, et nous devons en tenir compte dans nos efforts d'implantation. Mais les révolutionnaires doivent prendre au sérieux le rôle central de la classe ouvrière et développer une intervention politique systématique dans sa direction. Cette tâche devrait être prise en charge non seulement par les sections nationales mais faire l'objet de discussions régulières au niveau international.

IV- Ce que nous proposons

A- Construire des partis révolutionnaires d'avant-garde : l'actualité du léninisme

Voilà comment Lénine dans *La Maladie infantile du communisme : le gauchisme* définissait la discipline de parti, comment se forge un parti de cadres pour la révolution, à l'opposé de la vision caricaturale des staliniens :

« Et tout d'abord la question se pose: qu'est-ce qui cimente la discipline du parti révolutionnaire du prolétariat ? Qu'est-ce qui la contrôle ? Qu'est-ce qui l'étaye ? C'est, d'abord, la conscience de l'avant-garde prolétarienne et son dévouement à la révolution, sa fermeté, son esprit de sacrifice, son héroïsme. C'est, ensuite, son aptitude à se lier, à se rapprocher et, si vous voulez, à se fondre jusqu'à un certain point avec la masse la plus large des travailleurs, au premier chef avec la masse prolétarienne, mais aussi la masse des travailleurs non prolétarienne. Troisièmement, c'est la justesse de la direction politique réalisée par cette avant-garde, la justesse de sa stratégie et de sa tactique politiques, à condition que les plus grandes masses se convainquent de cette justesse par leur propre expérience. À défaut de ces conditions, dans un parti révolutionnaire réellement capable d'être le parti de la classe d'avant-garde appelée à renverser la bourgeoisie et à transformer la société, la discipline est irréalisable. Ces conditions faisant défaut, toute tentative de créer cette discipline se réduit inéluctablement à des phrases creuses, à des mots, à des simagrées. Mais, d'autre part, ces conditions ne peuvent pas surgir d'emblée. Elles ne s'élaborent qu'au prix d'un long travail, d'une dure expérience ; leur élaboration est facilitée par une théorie révolutionnaire juste qui n'est pas un dogme, et qui ne se forme définitivement qu'en liaison étroite avec la pratique d'un mouvement réellement massif et réellement révolutionnaire. »

« Pas de révolution sans parti révolutionnaire.» Cela signifie que par-delà la diversité des tactiques que peuvent adopter les révolutionnaires dans la construction de leur parti en fonction des pays et des situations, **construire des partis révolutionnaires,**

des partis pour la prise du pouvoir et le communisme reste l'objectif stratégique.

Pour construire des organisations révolutionnaires qui ne se contentent pas de proclamer des principes, nous nous donnons comme objectif de construire un parti de **cadres** capable de donner vie à ces principes programmatiques, ce qui signifie chercher à donner les moyens à toutes nos militantes et militants d'acquérir le niveau de formation le plus élevé possible pour jouer un rôle dans la destruction du capitalisme et la construction d'une autre société. Mais cette formation doit être cohérente avec notre pratique militante. Pour être en mesure d'en finir avec ce système qui génère exploitation et oppressions, nous devons au maximum réduire la séparation entre la sphère privée et la sphère politique. Cette séparation est le produit du système capitaliste dans lequel nous vivons. Contre cette logique de la « séparation », nous nous donnons consciemment à la perspective de la révolution et nous la mettons en cohérence avec nos choix et modes de vie. Cela est tout le contraire de la frustration de chaque individu, c'est au contraire l'émancipation et l'association librement consentie et à contre-courant de l'idéologie dominante véhiculée par l'État, l'école et la famille, de se regrouper pour atteindre un but commun : la destruction du système capitaliste, fait d'exploitation et d'oppressions pour construire une autre société, la société communiste.

La recherche d'une **implantation** dans la classe ouvrière et dans les secteurs opprimés est décisive et doit faire l'objet de discussions systématiques et d'outils propres. L'actualité de la **grève générale insurrectionnelle comme « hypothèse stratégique » principale dans une majorité de régions du globe**, notre analyse du rôle central de la classe ouvrière doit ainsi avoir d'emblée des conséquences pratiques, dans nos sections et à l'échelle internationale. Que voulons-nous dire ? Cela veut dire que nous avons une politique volontariste d'implantation dans les secteurs clés de l'économie capitaliste. Qu'un effort dans chaque section doit être fait dans ce sens, mais aussi que l'internationale aide à atteindre cet objectif, participe à l'effort. À travers un apport théorique, mais aussi de centralisation de l'information. Cela veut aussi dire que nous développons de façon systématique une intervention politique indépendante en direction de notre classe.

Tous les révolutionnaires doivent réfléchir à comment riposter à la fois contre l'austérité et contre le système capitaliste. La seule manière de défendre nos droits sociaux et d'en gagner de nouveaux est toujours la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse. Tout acquis social l'a été par la mobilisation. L'histoire du 20ème siècle le démontre. Les droits des travailleurs et des femmes n'ont pas été gagnés dans les élections mais par des grèves et des mobilisations. En ce sens, notre principale tâche est de reconstruire la conscience de classe. La manière la plus efficace pour ce faire est la confrontation des intérêts de la classe ouvrière à ceux de la bourgeoisie. Les luttes, manifestations, occupations, assemblées, grèves, sont les meilleurs outils pour élever le niveau de conscience des opprimés. Nous ne pouvons certes pas ignorer les élections, mais elles doivent être subordonnées aux mobilisations. Dans notre stratégie, les

élections ne sont pas un but en soi, mais un moyen pour renforcer la mobilisation de notre classe, dans le but d'élever sa conscience. Les travailleurs et la jeunesse doivent mener la lutte contre toutes les oppressions et les lier à la lutte pour l'émancipation de classe. Ainsi, il est nécessaire que les organisations de masse du mouvement ouvrier incluent dans leurs plateformes des éléments tels que « à travail égal salaire égal », le respect des droits des LGBT et la socialisation du travail de reproduction sociale.

L'hypothèse stratégique que nous défendons pour mettre fin au capitalisme est une suite ininterrompue de mobilisations qui rendent la classe ouvrière consciente de la nécessité de prendre le pouvoir pour construire le socialisme. Nous ne fétichisons pas les grèves mais elles constituent un biais essentiel pour élever la confiance des travailleurs dans leurs propres forces. Les grèves sont des écoles de combat parce qu'elles constituent des moments dans lesquelles la classe ouvrière peut s'auto-organiser et elles constituent un moyen de conflit.

Nous, révolutionnaires, ne pouvons ignorer les luttes d'aujourd'hui même si elles sont petites. Au contraire, nous devons y prendre part. **Nous prenons des initiatives pour ces luttes dès que les conditions le permettent et nous travaillons à leur convergence. Nous mettons en œuvre une politique de front unique ouvrier, qui ne consiste pas à se subordonner aux directions au nom de « l'unité », mais bien à mobiliser la classe sur la base des revendications immédiates et à aller vers le « tous ensemble ». Cela implique de montrer à chaque étape en quoi la politique des directions syndicales et réformistes fait obstacle, tout en développant une politique à l'égard des organisations, de la base au sommet, notamment en interpellant les directions pour permettre à des secteurs de ces organisations de rompre avec leurs directions sur la base de la pratique.**

Nous sommes partisan-e-s aussi de courants lutte de classe dans les syndicats réformistes, dans l'objectif de rassembler les équipes syndicales combatives pour l'indépendance de classe, la rupture du dialogue social. Nous appuyons toute initiative permettant d'avancer dans le même sens, notamment le Front social en France.

Une internationale révolutionnaire qui n'a pas comme priorité la jeunesse, est une internationale vouée à disparaître. La jeunesse joue toujours un rôle d'avant-garde tactique. Cette théorie développée par Ernest Mandel est toujours d'actualité : que l'on prenne les processus des révolutions arabes ou les mobilisations en Amérique latine, au Mexique et au Chili, mais aussi en France au moment du CPE, et vraisemblablement bientôt aux USA avec les mobilisations anti-Trump. Son rôle dans les luttes est toujours primordial, et le recrutement dans la jeunesse est tout simplement vital pour toute organisation révolutionnaire. Être conséquent avec cette affirmation, c'est ne pas abandonner plusieurs acquis théoriques et d'intervention de notre courant. Nous défendons l'autonomie de la jeunesse, une autonomie subordonnée au prolétariat et à ses intérêts historiques, mais avec des formes d'organisation, non pas indépendantes mais autonomes des organisations du mouvement ouvrier et des partis que nous

construisons. Nous nous fixons donc, quand c'est possible, l'objectif de la construction d'organisations révolutionnaires de jeunesse. Les secteurs jeunes dans nos partis sont une médiation pour atteindre ce but. Nous devons par ailleurs avoir une orientation spécifique en direction de la jeunesse scolarisée. Il s'agit d'un secteur de la jeunesse qui participe activement aux bouleversements lors des processus révolutionnaires. Le camp international de jeunes joue donc un rôle fondamental dans le cadre de cette politique. Mais il ne doit pas se transformer en un lieu excluant pour les voix discordantes vis-à-vis de la direction de la QI. L'interdiction de faire participer le secteur jeune du NPA, au dernier camp montre une faiblesse théorique et militante inquiétante. Tout comme le refus de faire que quatre camarades d'IZAR puissent simplement entrer pour tenir un atelier au sein du camp, obligeant ces derniers, qui pour certains ont construit la QI pendant quinze ans, à devoir animer leur atelier sur le parking avec plus de 70 jeunes qui voulaient comprendre, débattre, échanger. Ces épisodes sont symptomatiques d'un sectarisme sclérosant et craintif formant de fait des jeunes qui s'habituent à ces pratiques sous prétexte de pureté idéologique et de lutte contre le « fractionnisme ».

Nous apportons notre soutien aux luttes spécifiques contre les oppressions : migrant-e-s, femmes, LGBTI, anti-racistes. Il ne s'agit pas seulement de questions démocratiques, mais bien de questions sociales : ce sont des oppressions structurelles, des rapports de domination qui traversent toute la société, y compris les organisations du mouvement ouvrier. Nous intégrons ces revendications spécifiques dans notre programme pour l'égalité et pour l'émancipation de toutes et tous. Nous luttons tout particulièrement contre les divisions au sein même de notre classe, largement instrumentalisées par les réactionnaires et les gouvernements bourgeois. Nous défendons de façon constante une orientation à la fois lutte de classe et inclusive des migrant-e-s, victimes du racisme en général, femmes, minorités de genre, LGBTI. Nous soutenons aussi leurs luttes propres, leur auto-organisation, y compris le droit à la non-mixité comme outil pour la libération de la parole, l'élaboration et l'action. En même temps, nous cherchons à prendre des initiatives unitaires pour mobiliser à une échelle de masse et faire avancer ces revendications spécifiques.

Il n'y pas de muraille de Chine entre ce que nous défendons comme projet de société, le communisme, et le parti que nous cherchons à construire. Il doit y avoir une cohérence entre ces deux termes. Notre parti ne sera pas un îlot de communisme car il vit et se développe dans le cadre de rapports sociaux déterminés par le système capitaliste et le patriarcat. Mais nous devons au maximum nous en approcher. Cela concerne bien sûr les rapports militants qui doivent respecter les principes démocratiques et ne pas contredire notre programme de lutte contre toutes les oppressions. Mais au-delà, c'est l'association librement consentie d'hommes et de femmes qui luttent pour le communisme et qui sont régis par des rapports qui ne peuvent être contradictoire avec ces principes d'émancipation. Qui combattent toute forme de « séparation » produite

par le capital entre travail intellectuel et le travail manuel, entre les hommes et les femmes, entre les nationaux et les étrangers, entre les sphères privée et politique… qui refuse toute forme de tabou à l'intérieur de l'organisation, mais construit au contraire grâce au débat et à la vérification par la pratique une unité programmatique et d'intervention de l'ensemble de ses membres.

B- Défendre un programme de transition pour le 21ème siècle

La QI devrait défendre un ensemble de mesures clés, une démarche transitoire : on part des revendications quotidiennes, on les lie à la question du pouvoir et à l'aspiration à une autre société. En définitive, lier les luttes actuelles à la remise en cause des piliers du système capitaliste.

L'un des premiers axes de ce programme est l'expropriation des secteurs clés de l'économie. La crise bancaires et les plans de sauvetage ont ouvert une nouvelle possibilité d'expliquer de manière populaire la nécessité de réquisitionner les banques. Les faillites d'entreprises, les licenciements massifs et les luttes qu'ils suscitent nous donnent également la possibilité de remettre au goût du jour la lutte pour le contrôle ouvrier et pour expliquer la nécessité de ***SUPPRIMER : la réquisition*** **REMPLACER PAR l'expropriation et de la nationalisation** des grands moyens de production, de communication et d'échanges. Une démarche transitoire, c'est par exemple lier l'interdiction des licenciements avec le contrôle par les travailleur/se-s eux/elles-mêmes de l'embauche, **mais aussi avec l'objectif du gouvernement des travailleur/se-s car lui seul pourra rendre effective cette interdiction par ses premières mesures de réorganisation de l'économie.**

Les ressources fossiles et minérales ne sont pas infinies. Le pic maximum d'extraction sera atteint dans les années qui viennent. Le capitalisme avec sa logique structurelle vise à consommer toujours plus de matières premières et d'énergie. L'objectif du capitalisme est de produire toujours plus et de faire toujours plus de profits. Le capitalisme ne peut pas être « vert ». Le capitalisme détruit notre environnement et ses espèces. Il détruit notre planète. Mais là encore, il ne peut y avoir d'écologie conséquente sans une lutte conséquente contre le capitalisme et sans la compréhension que le seul sujet qui peut en finir avec le capitalisme et le désastre écologique qu'il engendre, c'est la classe ouvrière. Si nous partageons cette analyse, nous devons en tirer les conséquences, d'implantation, d'intervention et d'orientation. En effet, c'est la classe ouvrière alliée avec d'autres secteurs qui est capable d'imposer, face à la catastrophe écologique, un programme de transition écologique anticapitaliste, axé sur la remise en cause des énergies fossiles et nucléaires et sur la nécessité de la planification de l'économie à l'échelle internationale, **intégrant la lutte contre le productivisme.**

Le monde capitaliste reste structuré, organisé par l'impérialisme dont les intérêts ne sont jamais liés par aucun engagement vis-à-vis d'aucun peuple, même si ponctuellement ils peuvent faire le choix de soutenir telle ou telle lutte avec leurs

propres méthodes et leurs propres objectifs.

L'anti-impérialisme doit constituer un axe central de notre propagande et de notre activité : nous nous positionnons contre toutes les interventions impérialistes et pour le retrait des troupes impérialistes. Mais cela veut dire qu'être solidaire par exemple du peuple kurde, **à commencer par l'expérience militaire, démocratique et révolutionnaire du Rojava**, ce n'est pas éluder la responsabilité centrale de l'impérialisme dans le développement de courants réactionnaires comme l'EI. Et la situation que vivent les peuples de la région. Sans pour autant nier que ces courants réactionnaires ont également leur propre logique et autonomie. Nous devions et devons donc participer aux manifestations en défense du peuple kurde, **organiser des réunions publiques pour faire connaître la situation au Rojava, participer aux campagnes de soutien au PYD/PKK** tout en liant cette défense inconditionnelle avec notre refus sans ambiguïté de l'intervention impérialiste. C'est pourquoi nous ne signons pas d'appels à manifester qui demandent à notre gouvernement de fournir des armes aux Kurdes. Nous ne donnons pas l'illusion que notre bourgeoisie pourrait défendre les peuples de la région. **Les combattant.e.s kurdes du PYD représentent les principales forces progressistes, affrontant les réactionnaires et l'État turc. Des volontaires internationalistes (communistes, anarchistes, « marxistes léninistes ») combattent à leur côté. Nous apportons un soutien critique au PKK/PYD, qui a renoncé au stalinisme, non pas pour le marxisme révolutionnaire, mais pour le « confédéralisme démocratique », inspiré du municipalisme libertaire de Bookchin. Nous en soulignons les aspects progressistes, mais également les limites.**

Face à notre propre impérialisme, ce n'est pas à nous de susciter des illusions sur le thème : des armes et pas des bombes. Et c'est très exactement ce qui est arrivé aux députés de l'Alliance rouge et verte dont des membres de la QI qui ont voté au parlement les crédits de guerre sous prétexte que cela permettait d'envoyer des armes ; mais se sont retrouvés très vite confrontés à la deuxième étape, la seule réellement importante pour le gouvernement danois comme pour les autres : l'envoi de F-16 danois qui aujourd'hui bombardent l'Irak aux côtés des États-Unis et de la France.

Les classes ouvrières qui se soulèveront devront se confronter à la fois à « leur propre » appareil d'État national et aux institutions internationales impérialistes comme l'UE. « Le principal ennemi est à la maison » signifie également que nous devons nous battre simultanément contre les coalitions impérialistes internationales auxquelles nos propres bourgeoisies participent. Tout en étant fermement opposés à toute alternative capitaliste nationaliste, nous savons qu'une politique anticapitaliste est incompatible avec l'UE.

Nous savons que la lutte contre l'impérialisme, le racisme, l'austérité et la domination capitaliste n'est pas un combat qui peut se mener au seul niveau d'un seul pays. Elle ne peut non plus se mener sans rompre avec la politique au service des capitalistes, de l'UE et de la BCE, avec l'Europe de la finance.

SUPPRIMER : S'attaquer au pouvoir de nos bourgeoisies nationales c'est rompre avec les institutions de l'Union européenne. Contre l'Europe de la troïka nous défendons la solidarité internationale pour une Europe socialiste des travailleurs et des peuples.

En Europe, en Angleterre plus particulièrement, mais en France aussi, une large partie des classes populaires voit dans les institutions européennes une machine infernale qui permet d'appliquer des politiques d'austérité un peu partout. Cette vision est juste, et si nous voulons apparaître crédibles à leur yeux, nous devons assumer une rupture anticapitaliste avec l'Union européenne. La seule alternative à l'austérité, c'est la rupture avec le capitalisme, qui implique évidemment de rompre avec l'UE et l'euro, mais aussi la nationalisation des secteurs clé de l'économie, le contrôle des travailleurs/ses sur les moyens de production, le commerce extérieur, et la monnaie. L'expropriation des capitalistes à l'intérieur d'un pays doit donc s'accompagner de mesures structurelles de protection de la pression des marchés extérieurs : monopole étatique du commerce extérieur et monnaie inconvertible. Ce sont des conditions nécessaires pour qu'une production socialisée au service des besoins sociaux puisse se développer sans être broyée par la loi de la valeur. Bien évidement, il ne s'agit pas de construire le socialisme dans un seul pays, l'internationalisme est au cœur de notre projet révolutionnaire. Il est cependant de la responsabilité des anticapitalistes d'apporter des réponses concrètes à des situations concrètes, sans se contenter de formules générales sur la révolution mondiale.

L'imposition de l'austérité à l'échelle mondiale est inséparable de la montée correspondante des guerres et interventions impérialistes. Nous sommes les témoins quasi quotidiens de guerres, de bombardements massifs, de meurtres de masse par des armées privatisées ou mercenaires, à coups de drones, d'embargo ou de sanctions, et de guerres quasi-secrètes, menés par les États-Unis, la seule super-puissance mondiale, avec leurs congénères historiques impérialistes européens. C'est le cas avec le Commandement africain des États- Unis qui recolonise et pille l'Afrique. L'impérialisme français aussi, tout comme d'autres anciennes puissances coloniales européennes, interviennent de plus en plus en Afrique et ailleurs pour maintenir et accroître leurs intérêts.

Il n'y a pas de « guerres humanitaires » conduites par la bête impérialiste. Il n'y en a jamais eu. Le terme lui- même est rédhibitoire pour les révolutionnaires, dont la raison d'être est de s'opposer à toutes les guerres et interventions impérialistes. Le soutien inconditionnel au droit des peuples et des nations opprimées à l'auto- détermination est un principe socialiste révolutionnaire fondamental. La QI doit refuser inconditionnellement tous les appels à l'impérialisme pour qu'il aide à la défaite des tyrans et dictateurs locaux. Cette « aide » a inévitablement des conséquences, des conséquences mortelles qui ressemblent plus à une corde au cou qu'à une quelconque sorte d'assistance « bénigne » ou « démocratique ».

La libération des opprimés ne peut être menée à bien que par leurs propres organisations de masse indépendantes et par la construction, au moment voulu et quelle que soit la difficulté des circonstances, de partis socialistes révolutionnaires de type léniniste. Le refus de l'intervention impérialiste sous toutes ses formes est le pré-requis des luttes de libération nationales victorieuses, et de toute autre victoire. Libérées du joug impérialiste, les nations opprimées sont les mieux à même de déterminer leur propre avenir et de remettre en cause effectivement leurs propres bourgeoisies.

Face aux incessantes guerres de conquête impérialistes, les revendications centrales de la QI devrait se concentrer autour de deux mots d'ordre : « rapatriement immédiat des troupes ! » et « droit à l'auto- détermination pour toutes les nations opprimées ! »

Nous défendons les droits des peuples à leur auto-détermination. Mais nous ne nous plaçons pas sous la direction d'une quelconque bourgeoisie nationale, même si elle issue d'une nation opprimée. Dans les nations opprimées, nous défendons un équilibre entre la lutte démocratique pour le droit à l'auto- détermination et la lutte pour une société sans classes. Cela signifie qu'en fonction de notre stratégie, la lutte pour l'émancipation nationale peut être utile pour l'émancipation de la classe ouvrière, seulement quand la classe ouvrière dirige la lutte. Ainsi, nous devons maintenir une indépendance de classe vis-à-vis de la bourgeoisie des nations opprimées. Par exemple, la lutte pour le droit à l'auto-détermination des nations opprimées par l'État espagnol peut être un tremplin dans la lutte contre le capitalisme si notre classe y joue un rôle dirigeant.

C'est en ce sens que, dans la crise qui secoue l'État espagnol, nous défendons le droit à l'auto-détermination des Catalan-e-s, jusqu'au droit à l'indépendance. Nous appuyons les luttes en ce sens, et tout particulièrement la résistance au gouvernement central de Rajoy et aux institutions de la monarchie issue du franquisme, sans apporter le moindre soutien au programme et à l'orientation des indépendantistes bourgeois et de Puigdemont. Nous considérons que la seule façon d'aller jusqu'au bout de cette lutte, c'est que la classe ouvrière se mobilise en Catalogne, avec ses propres méthodes de lutte, et que les travailleur/se-s de tout l'État espagnol lui emboîtent le pas pour faire chuter Rajoy et la monarchie et pour imposer leurs revendications.

Ce programme, n'est pas une plateforme électorale, un programme de gouvernement. Nous expliquons qu'il ne peut être imposé que par une mobilisation d'ensemble de la classe ouvrière et des opprimés, qui porte au pouvoir un gouvernement des travailleurs qui détruise l'État bourgeois en s'appuyant sur les organes d'auto- organisation issus de la mobilisation de notre classe alliée aux opprimés.

C- Construire une internationale révolutionnaire

Nous insistons, nous devons nous fixer l'objectif de construire une internationale militante, une organisation capable de mener des campagnes coordonnées à l'échelle internationale. Même avec des forces modestes, une organisation implantée dans plusieurs pays qui agit de manière coordonnée peut multiplier l'efficacité de son intervention.

Notre internationale doit remettre à l'ordre du jour la discussion d'un programme communiste révolutionnaire qui se confronte aux réalités du capitalisme du 21ème siècle, au lieu de discussions théoriques sans lien entre elles et séparées de la pratique.

Nous ne pouvons incarner seuls l'internationale communiste révolutionnaire. Nous devons chercher à regrouper les révolutionnaires issus de différentes traditions, à partir d'un accord sur la situation et les tâches. C'est par une pratique commune que les discussions politiques peuvent aboutir à des regroupements. Regrouper les révolutionnaires à l'échelle internationale devrait faire partie des objectifs en discussion dans la QI. La construction d'une internationale révolutionnaire capable d'exercer une influence significative ne passera pas uniquement par le renforcement de notre organisation : la QI pourrait proposer aux autres groupes révolutionnaires nationaux ou internationaux d'entamer des discussions concernant les réponses à apporter à la crise du capitalisme, sur les campagnes communes à mener et sur le type d'organisation à construire.

Nous savons que cette politique de recherche de discussion avec d'autres traditions n'aboutira pas à court terme à des rapprochements rapides compte-tenu de la conviction des directions trotskystes des différentes internationales de la justesse de leurs postions programmatiques et tactiques. De plus, la conviction qu'il faut construire autour de son propre groupe est la règle dans l'ensemble des internationales. Pour autant, nous devons être conscient-e-s que nous ne construirons pas une internationale pour la révolution et le communisme par une lente accumulation de forces autour de nous. Nous avons toujours des choses à apprendre des différentes traditions révolutionnaires trotskystes et même au-delà. Il existe des expériences et des militants et militantes de valeur dans de nombreux courants et organisations. C'est au travers du débat théorique et programmatique en tension avec l'intervention sur le terrain de la lutte des classes que se produiront les explosions, regroupements et recomposition aux niveaux national et international.

En ce sens, nous proposons que le congrès de la QI lance un appel à discussion à toutes les organisations internationales qui se réclament de la tradition de la Quatrième Internationale, notamment celles qui ont une ou plusieurs sections capables d'exister à un niveau national. On pourrait commencer alors par débattre des grandes questions de l'actualité internationale (par exemple en ce moment la politique de Trump et les recompositions stratégiques des impérialistes, la crise Venezuela, la Catalogne, le Moyen-Orient en général, le Rojava et la Palestine en particulier, la Corée du Nord et les tensions en Extrême Orient, etc., mais aussi le changement climatique, les mobilisations

contre les traites de libre-échange, etc.). Il s'agirait d'apprendre à se connaître, mais surtout d'échanger sur des éléments d'analyse, de programme et d'orientation. Dans la pratique, cela pourrait conduire au minimum à des actes de solidarité internationaliste élementaire et si possible à des campagnes communes quand le consensus le permettrait.

Conclusion provisoire

Cette contribution est la base d'un premier regroupement pour lancer les débats du prochain congrès. Nous défendons l'actualité d'une internationale qui sache saisir les occasions de la situation et qui construise une internationale pour la révolution et le communisme. À partir des axes politiques de cette contribution, nous voulons lancer un large débat en direction des courants révolutionnaires dans et en dehors de la QI. Nous comptons défendre ces idées dans le cadre du CI et dans la perspective du prochain congrès de la QI qui ne peut plus être reporté : il doit se tenir en 2018 ! Nous allons pour cela engager un débat avec toutes et tous les camarades, toutes les sections qui le veulent dans la QI. Nous souhaitons que ce débat respecte les divergences et serve à renforcer notre internationale dans un contexte de crise du capitalisme. Nous organiserons pour cela une conférence internationale qui sera une étape supplémentaire dans la discussion et le regroupement pour mener ce débat face à l'actuelle majorité de la QI. Mais plus largement, pour forger un courant le plus large possible, qui défende la perspective et l'actualité de la construction d'une internationale pour la révolution et le communisme.

Soumis au vote par :

Xavier Guessou, Comité Politique National NPA, Armelle Pertus, Comité Exécutif NPA, Gaël Quirante, Comité Exécutif NPA, Juliette Stein, Comité Politique National NPA, Jeff Mackler, National secretary Socialist Action, Michael Schreiber, editor, Socialist Action newspaper , Christine Marie, political committee, Socialist Action, Kleanthis Antoniou, Political Bureau OKDE-Spartakos, Taxiarhis Efstathiou, Central Committee OKDE-Spartakos, National Coordination Body ANTARSYA, General Council of ADEDY (public sector workers' national confederation), Fani Oikonomidou, Political Bureau OKDE-Spartakos, Manos Skoufoglou, Central Committee OKDE-Spartakos, Central Coordination Committee ANTARSYA, Kostas Skordoulis, Control Commission OKDE-Spartakos,

Un certain nombre de camarades de différents pays ont exprimé leur soutien aux idées exprimées ci-dessus. Le Bureau de la QI n'a pas donné la possibilité à l'ensemble de ces camarades de formellement signer ce texte, parce qu'ils ne sont plus formellement membres de la QI. Dans la plupart des cas (Etat espagnol, Canada), ils ne sont plus membres parce qu'ils ont été exclus de manière non-démocratique. Comme ils s'identifient toujours au projet politique de la QI et parce qu'ils ont participé à son élaboration, nous mentionnons leurs noms ici :

Mariajo Teruel, dirección política estatal (IZAR-Malaga), Javier Castillo, dirección política estatal (IZAR-Madrid), Tomás Martínez, dirección política estatal (IZAR-Almería), Rubén Quirante, dirección política estatal (IZAR-Granada), Barry Weisleder, federal secretary, Socialist Action/Ligue pour l'Action Socialiste, Elizabeth Byce, federal treasurer, SA/LAS, Julius Arscott, central committee member, SA/LAS, Giuseppe Caretta, Collettivo Guevara, Italy, Angelo Cardone, Collettivo Guevara, Italy,

(1) les membres de la QI en France sont membres de plusieurs organisations politiques : le NPA, la Gauche Anticapitaliste et la Gauche Unitaire. Lors de la scission entre le NPA et la GA, personne n'a envisagé d'exclure de la QI la minorité partie fonder la GA.

(2) En Lucha, section espagnole de l'IST (regroupement international rattaché au SWP britannique) a connu une scission en 2016. Le groupe exclu de Séville est reconnu comme observateur par son internationale.

(3) le PSTU, section brésilienne de la Ligue internationale des travailleurs (issu du courant dit « Moreniste »), a connu une scission en 2016 : 40 % de ses membres ont fondé le MAIS, (Mouvement pour une alternative indépendante et socialiste). Le PSTU et le MAIS sont tous deux reconnus par la LIT.

Annexe : lettre de l'équipe d'animation de la TC à celle d'A&R suite à leur refus de la participation de nos camarades à la conférence des groupes de gauche de la QI

(23 novembre 2017)

Camarades,

Nous déplorons vivement votre refus de notre participation à la conférence de la gauche de la QI les 11-12 novembre, de façon générale et tout particulièrement en ce qui concerne nos camarades P. et V. Au moment même où nous estimions que nos relations s'amélioraient, de manière limitée mais réelle grâce à la participation au Front social et à notre collaboration au CPN du NPA, cette décision de votre part nous donne le sentiment d'un retour en arrière. Cette lettre a comme but d'acter les termes du problème politique et, selon votre réponse, de nous aider à déterminer le type de relations possibles ou non dans la prochaine période, que ce soit au niveau de la QI ou du NPA.

1) Sur le plan général, vous avez refusé la participation de la Tendance CLAIRE sous des prétextes qui vous mettent en totale contradiction avec vos propres déclarations d'intention.

En effet, l'introduction du texte servant de base à cette conférence prétendait que ses

initiateur/trice-s voulaient *« discuter avec toutes celles et ceux qui partagent nos préoccupations sur le futur de notre Internationale même s'ils ne partagent pas nos formulations »,* et elle se concluait en disant que, dans cette conférence, *« toutes et tous les camarades dans la QI partageant l'essentiel le point de vue exprimé dans ce texte sont invitées à travailler sur la base de ce texte à une plateforme alternative ».* Toutes et tous les camarades de la QI, vraiment ? Alors pourquoi pas nous ?

De plus, vous avez doublé ce texte d'un courriel d'invitation, qui a circulé dans bon nombre de sections, où vous vous adressez aux *« camarades des sections de la QI, groupes sympathisants et à tous ceux qui sont invités par la QI à participer à ses délibérations internationales »,* et qui *« sont d'accord avec la ligne générale de notre texte et/ou qui veulent en savoir plus sur notre politique et notre orientation ».* Tous, même les groupes seulement sympathisants… mais pas les membres qui ont le tort d'appartenir à la TC ?

Face à une contradiction aussi patente, vous tentez de vous justifier, dans la réponse que vous nous avait adressée, par divers prétextes :

- Vous avancez une comparaison avec la LIT… Mais quel rapport ? La LIT n'est pas membre de la QI, alors qu'une partie des membres de la TC le sont !

- Vous avancez ensuite que nous avons tardé à envoyer nos amendements. C'est vrai que, même si nous en avons pris connaissance cet été, nous n'avons pas eu le temps d'étudier collectivement l'ensemble des textes proposés pour le congrès de la QI avant les vacances de la Toussaint. Mais d'abord vous n'avez pas attendu de recevoir nos amendements pour nous dire, par la bouche de G. le 5 octobre, que nous ne serions pas bienvenu-e-s. Et ensuite le texte appelant à la conférence annonçait qu'il s'agirait d'élaborer une plateforme à partir de cette conférence, et nous avions donc estimé logiquement qu'il était possible d'envoyer des propositions jusqu'à la conférence.

- Par ailleurs, nous n'avons certes pas beaucoup de pratiques communes avec A&R en France, et il y a des divergences, mais nous avons aussi suffisamment de points d'accord pour faire même des résolutions communes au CPN, et nous pensons que cette conférence aurait précisément pu être l'occasion de relancer les discussions de fond sans que les divergences connues par ailleurs soient un obstacle.

- Enfin, nous n'avons pas compris le raisonnement consistant à justifier le refus de notre participation par l'argument de l'homogénéité entre les courants qui avaient déjà annoncé leur participation. Nous estimons au contraire qu'une conférence internationale comme celle-ci pouvait être l'occasion de discuter politiquement sans pour autant que ce ne soit pas cadré sur le fond, puisqu'il s'agissait officiellement de discuter à partir du texte proposé.

Malgré l'incohérence de vos prétextes, nous nous en sommes tenu-e-s à un envoi de nos amendements aux autres groupes parties prenantes de la conférence, avec un simple

mail de regret, et avons décidé de ne pas faire d'esclandre.

Or, de votre côté, vous ne vous êtes pas contenté-e-s de vous opposer à la participation des membres de la TC en général, mais vous l'avez étendu votre refus aux camarades P. et V.

2) P., comme vous le savez, hésitait depuis son retour au NPA en cours d'année entre votre courant et le nôtre. Vous avez cherché à le gagner, et nous aussi. Mais P. est aussi un « vieux » militant de la LCR, dont le retour au NPA (et par ailleurs au Front social) après plusieurs années de retrait suite à la défaite de 2010, est en soi une excellente nouvelle.

Or, alors qu'il vous a demandé de participer à la conférence tout en ayant l'honnêteté de préciser son choix final face à ce qu'il estime être votre autoritarisme dans le Front social et votre sectarisme à notre égard pour cette conférence, vous lui avez refusé aussi cette participation… cette fois au prétexte que seul-e-s seraient admis-e-s à participer à la conférence les membres désigné-e-s par la direction d'A&R !

Nous nous étonnons d'abord de cette nouvelle raison, qui ne figurait pas dans le mail que vous nous aviez adressé…

Chemin faisant, nous apprenons que le PCL participe comme observateur… Ce n'est plus la LIT, mais il n'est pas plus membre de la QI, contrairement à P. (qui, rappelons-le, l'avait rejointe en 1979…).

Mais surtout, si nous comprenons bien, non seulement la conférence, contrairement à ce que disaient le texte de fond comme votre mail d'invitation, n'était pas ouverte à « tous ceux, etc. », mais en fait seulement aux personnes triées sur le volet par la direction d'A&R ? Le périmètre se restreint donc comme peau de chagrin au fil des interlocuteurs… et des prétextes !

(…)

3) Enfin, vous avez tenu à étendre votre interdiction de tout camarade de la TC à la conférence en refusant en plus la participation du camarade V., qui ne milite pourtant pas avec la TC, mais avec l'ISO, puisqu'il réside en Allemagne. Dans son cas, vous ne pouvez évidemment plus prétendre, comme vous l'avez fait dans votre réponse à P., que vous *« n'avez interdit l'accès de personne »* à la conférence ; et vous ne pouviez pas lui dire : *« le fait que tu ais rejoint la tendance claire n'est pas la raison de ta non participation »* ! Car, après avoir d'abord répondu positivement à V. en tant que membre de l'ISO vous annonçant son souhait de participer, vous lui avez dans un second temps, quand il vous a dit qu'il avait été à la TC en France, « interdit », au sens strict du terme, de venir samedi matin à la conférence ! Peu vous importait apparemment de décourager ainsi un camarade, qui est encore jeune, et qui comptait défendre la plateforme de gauche dans l'ISO, comme il l'avait explicitement dit aux

camarades de Berlin (rappelons que l'ex-RSB s'est purement et simplement dissout lors de la fusion). Peu vous importait aussi que le camarade soit, à ce moment-là, déjà dans l'avion (mais vous nous préciserez tout de même si vous comptez rembourser ses billets ?). Et pour finir, au cas où V. n'aurait pas compris, D. n'a pas hésité à le rappeler encore une fois la veille de la conférence pour lui répéter qu'il ne devait surtout pas venir – employant tous les tons possibles, y compris les plus désagréables, pour bien souligner ce qu'une « interdiction » veut dire.

En revanche, vous n'avez pas interdit l'accès à la conférence à R., l'autre camarade de l'ISO qui avait annoncé sa participation. Pourtant, R. n'est membre ni de la direction d'A&R, ni d'un groupe initiateur de la conférence. Il s'agit donc bien, de votre part, d'une sélection arbitraire, du choix de faire venir uniquement non seulement les groupes, mais même les individus que vous voulez.

Pour finir, nous attirons votre attention sur le caractère contre-productif de votre attitude pour le rassemblement des forces de « gauche » de la QI. La QI est globalement beaucoup plus à droite que le NPA. La gauche y est en comparaison beaucoup plus faible, avec de tout petits groupes dans quelques pays seulement – et d'autant plus que les camarades d'IZAR sont exclu-e-s. Voulez-vous vraiment rassembler à gauche contre la direction ou allez-vous continuer à « interdire » les rapprochements quand les meilleures occasions s'en présentent ? Quelle sont vos priorités politiques : pesez réellement dans la QI ou jouer des coudes à gauche ?

Pour nous, au contraire, il est urgent de rassembler celles et ceux qui veulent s'opposer au cours droitier de la QI. De ce point de vue, surtout à l'occasion d'un congrès mondial qui n'a pas lieu souvent, les divergences qui peuvent exister par ailleurs au niveau d'un pays en ce qui concerne des interventions pratiques, des tactiques, des priorités de construction, deviennent secondaires. Pensez-vous de votre côté que l'Internationale à construire devrait être une organisation plus homogène qu'un parti national ? Si, d'une façon ou d'une autre, vous nourrissez l'idée d'une Internationale fonctionnant comme un bloc (de préférence autour de vous), il nous semble que cela ne pourra conduire qu'à une organisation vite sclérosée et capable de débattre seulement par la scission.

Dès lors, loin de ce que nous pensions très sincèrement quand nous vous avons envoyé nos amendements, la discussion que nous souhaitons avec vous ne pourra finalement se réduire aux éléments de contenu politique (tels que nos amendements au texte), mais devra commencer par la question de la démarche générale, de la méthode de construction et de l'attitude. Avec évidemment des répercussions sur nos relations dans le cadre du NPA lui-même.

Dites-nous si et quand vous êtes d'accord pour nous rencontrer dans ces conditions.

Salutations internationalistes

L'équipe d'animation de la TC

Tendance CLAIRE, le 1 juin 2018